A NAPOLÉON III

QU'AVEZ-VOUS FAIT DE LA FRANCE ?

COMPLÉMENT A LA LETTRE DU 15 MARS 1861

ADRESSÉE AU PRINCE NAPOLÉON

PAR HENRI D'ORLÉANS, DUC D'AUMALE

« Qu'avez-vous fait de la France? »

Cette question fut posée par votre oncle au Directoire. Le 15 Mars 1861, cette même question fut adressée par le duc d'Aumale à votre plus proche parent. Malheureusement, elle n'est pas restée sans solution : depuis cette dernière époque, les événements politiques se sont succédés avec une logique aussi rapide que fatale; ils se sont chargés de répondre; ils ne laissent aucun doute sur la nature du prochain dénouement des redoutables problèmes qui tiennent depuis de si longues années l'Europe en suspens.

Après avoir jeté un douloureux regard sur le passé et sur l'avenir incertain de la France, on est forcément entraîné à des conclusions qui ne seront que trop promptement ratifiées par les résultats d'une politique qui, jusqu'à ce jour, n'a su que faire des promesses et n'en réaliser aucune. Sur ce point, je me bornerai à constater des faits, et les faits ne se contestent pas. La situation politique intérieure et extérieure de la France présente un tableau aussi triste qu'affligeant, dont tous les Français doivent justement se préoccuper. Je suis exilé, mais pour cette raison même, j'ai le droit, et ce

Digitized by Google

droit constitue pour moi un devoir, d'attacher une grande importance à la discussion des affaires de mon pays. En éclairant les esprits, en conciliant les opinions opposées, en rapprochant les intérêts publics et privés, je voudrais pouvoir signaler l'abîme vers lequel la France marche à pas de géant; je voudrais pouvoir indiquer d'une manière péremptoire et irréfutable les causes des calamités dont elle est menacée; il me semble qu'après les avoir énoncées on pourrait en prévenir les terribles effets, dont une guerre européenne, pour ne pas dire universelle, paraît devoir être la funeste, la dernière et l'irrévocable conséquence.

L'état politique de la France, en ce moment, doit être attentivement et sérieusement examiné. Vous remarquerez sans peine que la bonne foi la plus sincère me servira de guide dans cette consciencieuse étude. Vous remarquerez, surtout, que je me suis efforcé de ne pas toucher le fond de certaines questions brûlantes afin de ne pas aggraver, même involontairement, une situation devenue aussi intolérable qu'irritante pour tous. Ne semble-t-il pas que ce nouveau nœud gordien ne peut être tranché que par l'épée d'un nouvel Alexandre, devant s'adjuger, par droit de conquête, les dépouilles du peuple vaincu?... Faut-il rechercher les causes de ce malaise général? Faut-il faire connaître d'où proviennent ces méfiances qui jettent tant d'inquiétudes parmi les nations? C'est qu'à vous-même, plutôt qu'à tout autre des gouvernements qui vous ont précédé, on peut faire l'application de ces mémorables paroles, avec une légère variante cependant : « Vous n'avez rien oublié, parce que vous n'aviez rien appris. » Les gouvernements doivent marcher du même pas que les peuples dont ils dirigent la destinée; pour parler plus logiquement, c'est aux gouvernements à les précéder dans la carrière et à déterminer les voies les plus propres à faciliter leur émancipation politique, la seule cause déterminante de leur émancipation sociale, à laquelle on ne peut arriver qu'en les faisant jouir des bienfaits d'une paix durable et constante.

Ces mots pourront vous sembler étranges sous ma plume; ils ne sont cependant que la légitime justification du vénérable exilé de Claremont, qui voyait dans la liberté de la presse les conditions indispensables de gouvernement pour la France et l'Angleterre, et dont les actes tendaient à réaliser pour la France la plus grande

somme de bonheur possible. C'est ce que je n'aurai pas de peine à vous démontrer.

Pour me faire mieux comprendre, je procéderai par voie de comparaisons. Les diverses phases qu'a subies le gouvernement de Juillet, comparées aux principales époques du gouvernement impérial, offrent une telle analogie, qu'à bon droit je puis dire que les questions pendantes en 1830 sont les mêmes que la *diplomatie* a encore à résoudre en 1867. Je puis dire aussi que les événements accomplis depuis la première de ces époques, n'ont en aucune façon modifié les causes primordiales qui alors menaçaient et menacent toujours de bouleverser l'Europe.

La monarchie de 1830, proclamée spontanément, n'avait pas encore eu le temps de se tracer une règle de conduite conforme à la légalité que, déjà et de toutes parts, elle se trouvait enserrée dans un réseau d'intrigues contre lesquelles elle avait à lutter, pour maintenir intact le principe de l'autorité qu'elle tenait des représentants du peuple français. En même temps les partisans de la branche aînée lui suscitaient d'implacables ennemis à l'extérieur. Sans le vouloir, sans s'être concertés, sans avoir même la conscience de leur hybride union, aussi étrange que contradictoire, les uns et les autres s'acharnaient à détruire le nouveau gouvernement que la France s'était volontairement donné et que la charte constitutionnelle, comme une égide sacrée, devait préserver de tout choc violent et imprévu. Le pacte qui unissait Louis-Philippe à la nation ne pouvait être résolu qu'en cas de violation, par l'une ou l'autre des parties, du principe organique du contrat qui les liait entre elles. Le gouvernement sut se mettre en garde contre toutes les provocations employées par ses ennemis pour le renverser. Il sut déjouer leurs projets.

Maintenant, ces faits appartenant au domaine de l'histoire, on peut caractériser avec certitude la nature des embûches tendues au gouvernement de Juillet. A l'intérieur, les divers partis convoitant le pouvoir l'accusaient d'une lâche complaisance vis-à-vis des puissances signataires des traités de 1815, de sacrifier l'honneur national aux exigences déshonorantes de ces traités et au maintien des intérêts de famille de sa nouvelle dynastie. Rien, cependant, dans l'attitude des gouvernements étrangers, ne pouvait justifier une sem-

blable accusation. Aucun acte, aucun document précis ne saurait fournir la preuve de cette crainte puérile que l'on attribuait au roi. En stimulant, en exaspérant l'orgueil national, les partis espéraient faire remonter jusqu'au trône constitutionnel la responsabilité des injures et des insultes supposées qu'ils prétendaient être infligées à une nation jalouse, à juste titre, de sa prépondérance morale et politique en Europe. C'était atteindre le peuple français dans le plus vulnérable de ses sentiments, Cette tactique peu honnête, provoquée et soigneusement entretenue par les libéraux, les carlistes, les républicains, les bonapartistes, les icariens, etc., etc., devait jeter dans les esprits les germes d'un mécontentement général, qui, entre des mains habiles, pouvait constituer les éléments d'une révolution immédiate. C'est à l'aide de ces menées que l'on a pu provoquer et faire éclater la catastrophe de Février 1848.

« Le gouvernement veut se maintenir à tout prix. » Tel est le mot d'ordre qui paraissait être adopté par tous les partis, sans distinction de couleur ou d'opinion. L'esprit de secte semblait s'être fusionné pour renverser le *tyran*, et tous se tendaient une main secourable pour réduire au néant le trône qu'ils venaient à peine d'ériger. En moins de six mois de règne, le roi-citoyen était déjà devenu impopulaire : il voulait la paix, on voulait la guerre; il voulait le respect des traités, on voulait violemment les déchirer; il voulait faire triompher la loi et la justice, on voulait le règne de l'anarchie et de la force brutale; les ambitions vulgaires et insatiables, qui surgissent on ne sait d'où à chaque changement de gouvernement, s'étaient fait une arme de ces pitoyables ressources, afin de s'assurer du pouvoir et le retenir entre leurs mains. Quelquefois ces ambitieux, prenant le masque trompeur d'un généreux désintéressement, d'un dévouement sans borne à la chose publique, offrent leur sang, leur fortune, leur avenir, leur vie en holocauste aux intérêts de leurs concitoyens. De curieux documents pourraient témoigner de la sincérité et de l'exactitude de cette allégation; je me contenterai d'en citer un seul, contenant en soi un grand enseignement. Vous n'en récuserez pas l'authenticité; il est daté du 26 Février 1848, adressé par vous-même à MM. les Membres du gouvernement provisoire de la République, et est ainsi conçu :

« Au moment même de la victoire du peuple, je me suis rendu à l'hôtel « de ville. Le devoir de tout bon citoyen est de se réunir autour du gou- « vernement provisoire de la République, et je tiens à être un des premiers « à le faire, heureux si mon patriotisme peut être utilement employé.

« Recevez, Messieurs, l'expression des sentiments de respect et de dé- « vouement de votre concitoyen. (Signé) NAPOLÉON BONAPARTE. »

C'était là une première promesse. Cependant, permettez-moi de vous faire remarquer que, si conformément à vos désirs, « vous « avez été un des premiers à vous réunir autour du gouvernement « provisoire de la République, » cette autre partie de votre programme, contenant vos offres de service à cette même République, dont le succès vous tenait tant à cœur, et qui vous aurait rendu « heureux si votre patriotisme eût été utilement employé, » n'a été réalisé par vos actes antérieurs que d'une façon un peu vague et obscure, j'oserai même dire complétement indéfinie. A Dieu ne plaise que j'aie l'intention de vous classer dans cette série d'ambitieux vulgaires dont je viens de parler : le succès justifie l'audace et la fortune sourit aux audacieux; je n'ai point à m'occuper de ce sujet, vous laissant à vous-même le soin de déterminer le rang qu'il vous plaira d'occuper parmi ceux qui ont édifié et défendu la République, ou parmi ceux qui l'ont renversée.

En faisant cette citation, je n'ai pas voulu faire une personnalité blessante, la production d'un document historique ne saurait être considérée comme telle, et cette réserve faite, je continue.

En 1830, le véritable, le seul point faible et attaquable de la paix européenne consistait presque uniquement dans l'antagonisme patent, irréfutable et huit fois séculaire, existant entre l'Angleterre et la France. Un gouvernement vraiment populaire, réellement défenseur et protecteur des intérêts des masses, devait s'attacher avec énergie à détruire ces haines internationales, ne reposant sur aucun motif avouable et devant fatalement amener la ruine des deux pays. Quelques concessions politiques ou diplomatiques sans importance, faites par le roi au gouvernement de la Grande-Bretagne, suffirent à ses ennemis pour signaler dans ces faits un honteux délaissement de la dignité de la France et de l'honneur de son drapeau. Aucune récrimination, aucune insulte, aucune injure ne parvint à faire dévier le cabinet des Tuileries de la ligne de conduite qu'il s'était

tracée. La France avait besoin d'alliés loyaux et sincères, et le chef de l'État, fort de sa conscience et de la droiture de ses sentiments, sacrifiant sa personnalité aux intérêts généraux de la nation, savait répondre aux partis sapant le pouvoir et les institutions qui l'avaient constitué, que les clameurs de ses adversaires ne pourraient jamais atteindre à la hauteur de son dédain. Et le roi a su religieusement et fièrement tenir cette parole prononcée par son ordre à la tribune, par l'un de ses ministres.

Le dualisme entre la France et l'Angleterre a donc été heureusement conjuré par le gouvernement de Juillet. La solide alliance contractée par les deux peuples, si longtemps rivaux, est l'œuvre d'un roi véritablement populaire qui, sans hésitation aucune, savait spontanément repousser de sa pensée tout sentiment de vaine et fausse gloire, lorsqu'il s'agissait de la prospérité réelle et de l'honneur vrai du pays. Cette alliance si étroite qui, depuis, a toujours uni ces deux peuples, est, j'ose le dire hautement, l'œuvre exclusive du gouvernement de Louis-Philippe : l'Empire n'a eu que la peine de récolter le fruit des patients efforts de ce souverain, pour qui les alliances consenties n'étaient pas un vain mot et qui ne considérait pas les traités comme une lettre morte que l'on peut éluder à son gré, sans nul souci de sa parole et de la foi jurée. Le roi a donc jeté entre la France et l'Angleterre les fondements durables d'une union indissoluble dont l'Empire a pu profiter, mais qu'il eût été incapable de réaliser. La France, en 1848, n'avait que des alliés et point de rivaux. Sous la monarchie de Juillet, si la paix générale a quelquefois paru compromise, sans qu'il en coûtât aucun sacrifice à l'honneur national, sans que les intérêts particuliers et généraux eussent à souffrir, les différends, qui assombrirent de temps à autre l'horizon, furent toujours résolus pacifiquement et toujours d'une manière satisfaisante pour l'intérêt et l'honneur de la nation et du gouvernement.

En 1867, la France, ou plutôt son gouvernement actuel, n'ayant su qu'exciter la haine et semer la défiance entre toutes les nationalités, n'a aussi su que se créer des ennemis ou des rivaux, mais n'a pu ni su s'attacher un seul allié.

Cela posé, je m'empresse de revenir à mon système de comparaison.

Digitized by Google

En créant, pour les besoins de leur cause, un antagonisme feint et non réel entre la France et les puissances de l'Europe, les ennemis du gouvernement de Juillet lui suscitaient de cruels embarras; il ne pouvait les éviter qu'à l'aide d'une politique conciliatrice à l'intérieur, prudente, ferme et loyale à l'extérieur. Le gouvernement portugais croyant à sa faiblesse, préconisée sur tous les tons par les ennemis de la nouvelle monarchie, se laissait prendre à ce piége, et, en 1831, payait de la perte de seize de ses bâtiments de guerre l'insulte faite à deux Français résidant à Lisbonne. L'insolence de Don Miguel, provoquée par les excitations calculées d'une presse hostile et malveillante, fut rudement châtiée et, dès lors, l'Europe put se convaincre que le gouvernement était déterminé à ne laisser aucune insulte impunie et à faire respecter le pavillon de la France, dont il ne voulait pas que l'honneur fût un seul instant compromis.

Cette satisfaction obtenue, Louis-Philippe, de concert avec les grandes puissances du continent, rendait à la Belgique son autonomie et opposait sur la plus faible et la plus découverte de nos frontières un boulevard infranchissable à l'ennemi. Louis-Philippe, sollicité par la nation belge, pouvait sans hésiter poser une couronne royale sur la tête de l'un de ses fils. L'orgueil paternel était placé sous le coup d'une bien vive tentation, mais le roi des Français comprit qu'il ne devait pas, au prix d'une satisfaction toute personnelle, compromettre la paix générale en éveillant la jalousie et la susceptibilité des grandes puissances. A propos de ce fait, permettez-moi d'établir une première comparaison. Le roi, en acceptant la couronne offerte à son fils, ne faisait que se rendre aux vœux de tout un peuple qui avait librement manifesté sa volonté. Mais, si nous comparons ce qui s'est passé à cette époque à ce que vous aviez projeté au commencement de cette année, il sera facile d'établir entre la politique du gouvernement de Juillet et du gouvernement impérial une différence nettement tranchée dans leurs aspirations, laquelle différence ressortira tout entière du simple exposé des faits.

L'année dernière, après avoir laissé s'accomplir sans y prendre une part, même indirecte, les événements qui ont radicalement transformé la situation politique de l'Allemagne du Nord et de la

Prusse, et modifié profondément celle de l'Europe entière, vous avez compris que l'abstention de votre gouvernement, dans cette grave question, avait amoindri considérablement son influence. Cette politique d'observation avait fait déchoir la France du rang élevé qu'elle occupait dans l'équilibre du concert européen. Les faits accomplis, il était trop tard pour qu'elle pût réclamer son droit d'intervention dans le règlement des traités qui venaient de mettre un terme à la guerre entre la Prusse et l'Autriche. Pour contre-balancer cette influence, il fallait un prétexte à votre gouvernement, et vous ne trouvâtes d'autres expédients que de solliciter du roi de Hollande la cession du Luxembourg. Cette cession obtenue, c'était le moyen de tout remettre en question. Luxembourg, devenue ville française, le roi de Prusse eût été obligé de retirer ses troupes tenant garnison dans cette place. Il est évident, pour tout esprit sensé et sérieux, que le cabinet de Berlin n'aurait pas pu honorablement consentir à une évacuation amiable dans de telles circonstances; il ne pouvait adhérer à une semblable convention, contraire aux droits que lui conféraient les traités : donc c'était la guerre et la guerre immédiate. Si l'on se rend compte des causes puériles de cette guerre, qui, à l'heure où j'écris, est devenue plus inévitable que jamais, on est frappé d'étonnement en songeant aux terribles conséquences qu'elle doit entraîner. En présence de ces faits, une question se pose naturellement à l'esprit : Quel bénéfice la France doit-elle recueillir des suites de cette guerre formidable à laquelle, de part et d'autre, on se prépare avec tant d'acharnement? Raisonnablement, on ne peut pas supposer que la possession du Luxembourg soit la seule, la vraie cause déterminante des hostilités entre la Prusse et la France; mais, où rechercher les causes réelles de cette situation sans issue apparente, menaçant de jeter l'Europe dans les terribles hasards d'une conflagration générale, pouvant peut-être se compliquer par l'intervention armée des Etats-Unis de l'Amérique du Nord? A cette question, que pouvez-vous répondre? que la France veut cette guerre à laquelle vous n'avez pas encore su assigner, je ne dirai pas de motifs plausibles, mais même un prétexte! Mais la France, elle-même, a protesté lorsqu'en Avril et en Mai dernier la guerre paraissait devoir éclater sur-le-champ. Il faut dire aussi que vos fonctionnaires de tous grades et de tous rangs s'op-

posaient, par tous les moyens en leur pouvoir, à la signature des pétitions relatives à ce sujet. Si la France ne veut pas la guerre, surtout d'une guerre sans cause ni motifs sérieux ou avouables, pourquoi donc la jetez-vous dans cette politique d'aventure qui ruine son commerce, détruit son crédit, et dont les résultats les moins incontestables se résolvent en ces grands désastres financiers qui viennent d'épouvanter le pays et qui ne sont malheureusement que les préludes trop certains de malheurs plus grands encore, si des événements imprévus ne viennent promptement sauver l'Europe d'une guerre que rien ne semble pouvoir conjurer! Voilà ce qu'a produit de plus positif, de plus palpable, cette politique sans principe, sans but déterminé. En 1831, la Belgique, amie naturelle de la France, en face du désintéressement de la monarchie de Juillet, devenait une alliée dévouée et sincère. Les puissances de l'Europe, rassurées sur le véritable esprit et les tendances du nouveau gouvernement, se ralliaient sans arrière-pensée à la politique à la fois ferme, sage et conciliatrice du cabinet des Tuileries.

En 1867, votre tentative avortée sur le Luxembourg a dû laisser de profonds sentiments de défiance dans la pensée du gouvernement belge : la Belgique, incertaine de son sort futur, craignant pour son autonomie, cherche à s'appuyer sur l'autorité et le respect des traités, et se voit forcée de répudier dans sa pensée l'alliance de la France, qu'une conformité complète d'intérêts, de mœurs et de langage, avait naturellement nouée et qu'aucun nuage n'aurait jamais dû obscurcir. Sur ce premier point de comparaison, veuillez remarquer que les prudentes mesures prises par le gouvernement de Juillet ont eu pour effet de concilier à la France la sympathie de l'Europe, et de faire de ses ennemis, même les plus dangereux, des alliés dont le concours ne s'est jamais démenti. Votre téméraire entreprise sur le Luxembourg a déterminé un résultat tout à fait opposé. La Belgique n'est plus l'alliée de la France. L'Europe, entière en armes, attend que le premier coup de canon soit tiré pour entrer en lice, s'interposer contre de déplorables ambitions, et mettre fin à l'anxiété générale. Puissiez-vous n'avoir pas attiré sur la France les malheurs d'une nouvelle coalition!

J'arrive à une deuxième comparaison, qui m'est suggérée par les actes du gouvernement de Juillet relatifs à la question italienne, com-

parée à la ligne politique que vous avez suivie dans les circonstances présentant de frappantes similitudes. En 1832, l'influence de l'Autriche, déjà prépondérante en Italie, menaçait de s'étendre jusqu'aux Romagnes, où la guerre civile venait d'éclater. L'Autriche se préparait à une intervention armée, lorsque tout à coup on apprit, qu'à la suite d'un hardi coup de main, le pavillon tricolore flottait sur les remparts d'Ancône, et que l'Autriche, intimidée, renonçait à son projet. Une simple démonstration, sans qu'il fût besoin même de brûler une amorce, avait suffi pour faire comprendre au cabinet de Vienne que la France entendait faire respecter l'inviolabilité de la neutralité des Etats-Romains. Cet incident, qui passa presque inaperçu, mit fin à un conflit imminent, sans qu'une seule goutte de sang ait été versée; il eut pour résultat de faire connaître une fois de plus que la France saurait toujours intervenir dans les questions continentales lorsque son honneur serait engagé. La paix générale ne fut point troublée : les Etats du pape furent préservés de toute invasion. La modération du gouvernement du roi affirmait de nouveau qu'aucune considération ne pouvait l'amener à faire une guerre d'agression ou de conquête.

En 1859, la guerre éclata entre la Sardaigne et l'Autriche. Le traité de Villafranca écourta quelque peu le programme que vous vous étiez tracé au début de la campagne. L'Etat Lombardo-Vénitien resta aux mains de l'empereur François II, bien que vous eussiez proclamé « qu'il fallait que l'Italie fût libre des Alpes jusqu'à l'Adriatique. » On s'étonnait que, vainqueur sur tous les points, vous témoignassiez à votre adversaire tant de modération et de magnanimité. L'annexion de Nice et de la Savoie fit bientôt connaître la véritable cause de cette modération, et les puissances de l'Europe comprirent aussitôt qu'il fallait qu'elles se tinssent en garde contre vos ambitieuses visées. Je puis dire avec justice que cette annexion mécontenta la France elle-même, où l'esprit de conquête n'est pas encore à la hauteur des Idées Napoléoniennes qui dirigent votre politique. Mais les points saillants de la question italienne se trouvent relégués au second plan, lorsqu'on envisage avec attention la nature et la gravité des conflits qui peuvent surgir des éventualités que la question romaine proprement dite renferme dans son sein. Le palliatif impuissant, connu sous le nom de convention du 15 Sep-

Digitized by Google

tembre, loin d'éclairer la situation, n'a fait que créer de nouveaux embarras à toutes les parties intéressées. L'évacuation de Rome par les troupes françaises a pu satisfaire momentanément les vœux de l'Italie, mais en ravivant ses ardentes aspirations vers Rome capitale. Cette question a pris des proportions si inquiétantes, qu'à l'exclusion de toutes les autres, elle absorbe l'attention du monde entier. L'Italie, entraînée par un courant irrésistible vers la constitution définitive de son unité, doit fatalement planter son drapeau sur les murs de la ville éternelle; mais elle ne peut obtenir ce résultat qu'en se heurtant contre les soldats de la France. Ce conflit inévitable, n'est-ce pas vous qui l'avez préparé en continuant l'expédition de 1849? Ne deviez-vous pas prévoir alors que cette expédition créait un obstacle invincible à la constitution de l'unité de l'Italie, et que le résultat le plus certain serait l'impossibilité matérielle de continuer cette entreprise ou d'y mettre un terme. Vous ne sauriez nier que telle est la situation, et que, ne pouvant plus maîtriser les événements que vous avez fait naître, vous ne soyez dans l'obligation de les laisser suivre leur cours. Vous avez donc inutilement sacrifié l'or et les forces de la France sans résultat. Bien au contraire, de toutes les complications qui surgissent de l'état actuel de l'Europe, aucune ne présente de difficultés aussi sérieuses à résoudre à l'honneur du pays. Si l'armée italienne franchit les frontières du territoire du Saint-Siége, l'intervention de la France devient rigoureusement inévitable, et l'Italie, forcée de se jeter dans les bras d'un allié, s'unira naturellement avec la Prusse : la guerre éclatera simultanément au nord et au midi. Ou vous interviendrez, ou vous n'interviendrez pas; dans le premier cas, comme je viens de le dire, c'est la guerre avec toutes ses conséquences, et personne ne peut en prévoir l'issue. Dans la seconde hypothèse, dans le cas de non-intervention, c'est l'abaissement complet de la dignité de la France, de l'honneur de son drapeau et la ruine totale de son influence en Europe. Telle est l'alternative (*).

Ainsi, en 1832, la présence d'un seul régiment français suffisait pour mettre fin à toute espèce d'incertitude. En 1867, la France, après dix-huit années de luttes et de sacrifices, se trouve aux prises

(*) Ce travail étant sous presse depuis le 8 Octobre, on peut constater qu'il n'y a rien de changé dans les prévisions qui précèdent : il n'y a que deux *simulacres* de *démonstration* d'intervention de plus.

Digitized by Google

avec une situation plus compromettante encore qu'au début de l'expédition, et cela non-seulement en face de l'Italie, dont votre politique équivoque justifierait, le cas échéant, la plus noire ingratitude, mais en face de l'Europe entière.

C'est aussi grâce à cette politique tortueuse que la question d'Orient, après d'immenses sacrifices, se trouve dans le même état qu'en 1840. Qu'avez-vous recueilli du sang versé et des centaines de millions jetés dans le gouffre des batailles? Ici, encore une nouvelle comparaison doit être établie entre la conduite du gouvernement de 1830 et celle que vous avez cru devoir suivre en pareille occurrence. En 1840, au moment où le sultan réclamait la restitution de la Syrie, dont Méhémet-Ali s'était emparé, la Russie, l'Autriche et l'Angleterre appuyèrent de leur concours les armes de la Porte. On pouvait craindre que l'empereur de Turquie exerçât contre Méhémet-Ali de cruelles représailles; dans ce cas, la France devait intervenir et protéger le vice-roi si le territoire de l'Egypte se trouvait menacé. L'armée combinée des Anglais, des Autrichiens et des Turcs réduisit promptement Beyrouth, Caïffa et le fort de Djebaïl; mais là se bornèrent ses succès, la présence de l'escadre française, mouillée dans la baie de Salamine, témoignait assez de la ferme volonté du roi de s'opposer à la continuation des hostilités. Cette simple démonstration suffit pour y mettre un terme.

Tout en évitant une intervention qui eût attiré à la France la guerre avec l'Europe, le roi sut protéger efficacement les intérêts du vice-roi, son allié. En 1853, à l'époque où le czar revendiquait le protectorat sur les chrétiens grecs sujets de la Turquie, vous veniez de consentir au retrait des concessions obtenues en faveur des Latins; votre gouvernement, avec une ingénuité qui honore sa prévoyance, céda encore sur ce point. Enfin, le 27 Mars 1854, vous lanciez votre déclaration de guerre à la Russie. Or, à cette date, les Russes avaient déjà franchi le Danube sur plusieurs points; ils ravageaient la Dobrutscha et menaçaient la Bulgarie. Malgré les immenses préparatifs auxquels vous vous livriez depuis un an, la plus déplorable imprévoyance faillit faire manquer l'expédition dès son début. Du 1er Juin au 4 Septembre, l'armée, manquant souvent de pain, reste inactive dans ses camps, dont l'emplacement avait été choisi avec tant de sagacité que, le 15 Août, c'est-à-dire en deux mois et demi, 14,000 hommes avaient été emportés par le typhus et

le choléra ! Enfin on décida de transporter le théâtre de la guerre sur le sol de la Crimée. C'est dans le cabinet des Tuileries que naquit l'idée de cette expédition ; elle fut préparée dans la solitude. Ce plan de campagne, conçu sans aucune idée des impossibilités pratiques d'une semblable entreprise, fut votre œuvre exclusive, et le maréchal de Saint-Arnaud le reçut à Constantinople, entièrement écrit de votre main.

Malgré une assez vive opposition de plusieurs des membres du conseil de guerre, il fut adopté, et, le 14 Septembre, l'armée débarquait sur la plage d'Eupatoria.

Les notions les plus élémentaires de la tactique semblent avoir été complétement ignorées par l'auteur du plan de cette nouvelle expédition. Il est facile de reconnaître que les règles les plus vulgaires de la prudence ont été méconnues, et que l'on sacrifiait toute mesure de prévoyance à la vaine gloire de s'emparer, par un coup de main, de l'une des plus fortes places de l'Europe, défendue par une flotte formidable. Pour arriver sous les remparts de Sébastopol avec quelque certitude de réussite de s'en emparer, il fallait procéder d'abord à l'occupation de l'isthme de Pérécop, y fortifier un nombre de troupes suffisant dans des positions inexpugnables. Il fallait ensuite occuper Simféropol, siége du gouvernement de la province, et s'assurer, de tous les points du pays, des approvisionnements de toute nature dont l'armée pouvait avoir besoin. On pouvait ensuite marcher sur Sébastopol, l'enlever ou l'investir. Sans ses opérations préliminaires, l'expédition de Crimée n'était qu'une aventure, au bout de laquelle il y avait une campagne d'hiver sur le sol russe, c'est-à-dire une folie. Heureusement, l'héroïsme de nos soldats sauva l'honneur du drapeau, mais il m'est bien permis de demander à l'auteur du plan insensé de la campagne de Crimée quels résultats la France a obtenus des immenses sacrifices que vous lui avez imposés dans cette circonstance, maintenant que l'influence de la Russie est devenue plus considérable que jamais dans les conseils de la Sublime-Porte. Cette funeste expédition, où tout était laissé à l'imprévu, dictée et dirigée par une gloriole aussi vaine que coupable, dans laquelle la France a prodigué le plus pur de son sang et englouti des sommes immenses, détournées de leur véritable destination, c'est-à-dire de l'industrie et du commerce ; cette expédition est devenue une nouvelle cause de ruine pour la France et de mé-

fiance pour ses rivaux. En 1840, la flotte française n'a pas tiré un coup de canon et la paix de l'Europe n'a pas été un seul instant troublée ; dans des circonstances identiques, vous avez fait une guerre désastreuse et ruineuse pour le pays, dont le résultat a été de jeter le trouble et l'inquiétude dans le cœur de la France.

Mais ce trouble et cette inquiétude n'ont pas tardé à se transformer en véritable terreur à la nouvelle de l'expédition que vous prépariez contre le Mexique. Chacun se demandait quel pouvait en être le but réel. Il était facile de comprendre que l'intérêt public ne pouvait en être le motif. Aussi, les protestations s'élevèrent de tous les points de la France ; mais, malgré les vœux de la nation, cette nouvelle campagne destinée, dans votre pensée, à affirmer le prestige de la gloire militaire nécessaire à votre dynastie, cette campagne eut lieu. Je n'ai point l'intention de m'attacher à analyser les faits saillants qui ont marqué les diverses phases de cette guerre, que vous seul avez provoquée. Sinistre à ses débuts, cette funeste expédition devait fatalement aboutir à la sanglante catastrophe qui en a couronné le dénouement. Je ne puis ni ne veux trop m'étendre sur un aussi triste sujet. De grands malheurs, d'irréparables calamités sont venus frapper d'illustres personnages que l'immensité du désastre rendent dignes du plus profond respect, des plus sincères et des plus ardentes sympathies. Cédant à ce sentiment de haute convenance que vous apprécierez, je me borne à constater qu'à vous seul doivent être attribuées les conséquences désastreuses d'une expédition qui s'est élevée jusqu'aux proportions d'un cataclysme politique universel. Si le drapeau de la France a su conserver sa glorieuse auréole, si l'honneur national n'a pas été atteint, il importe que la responsabilité de tels événements remonte jusqu'à leur instigateur, si haut placé qu'il soit dans les rangs de la hiérarchie sociale. Cette expédition est le plus grand malheur qui, depuis longtemps, soit venu frapper le pays : sans cause et sans prétexte, elle ne pouvait donner d'autre résultat. Sans parler du sang versé, sans parler des centaines de millions gaspillés, sans parler de la ruine des souscripteurs de l'emprunt mexicain, dont votre gouvernement s'était, en quelque sorte, fait le promoteur, je dois, en jetant un dernier coup d'œil sur ce *point si noir* de notre histoire contemporaine, vous signaler l'affligeant spectacle de la lutte engagée entre un maréchal de France et son souverain, contre

lequel il est forcé de défendre son honneur de soldat, et sur qui il doit faire retomber la responsabilité des actes qui lui sont reprochés. Et cependant, en 1838, ce gouvernement de Juillet, objet de tant de critiques de votre part, obtenait de la république mexicaine toutes les satisfactions légitimement dues à la France, et inscrivait sur le pavillon de la marine le nom d'un brillant fait d'armes : la prise de Saint-Jean-d'Ulloa. Cette expédition ne causa aucun émoi en Europe; et, en France, tous les partis furent unanimes à lui donner leur approbation.

Je m'arrête dans mes comparaisons et vais m'efforcer de me résumer le plus succinctement possible. C'est surtout en politique que la modération est une vertu indispensable. Il serait à désirer pour la France que cette vertu eût présidé à toutes vos décisions : la France serait encore ce qu'elle était au moment où vous vous êtes violemment emparé de la direction de ses destinées. En 1848, les relations extérieures de la France ne laissaient rien à désirer, et son alliance était recherchée par tous les gouvernements; son armée, élevée à la rude école d'Afrique, était commandée par des chefs vaillants et expérimentés; c'est à eux que vous devez la gloire militaire du second empire. Rien ne pouvait faire présager de troubles à l'intérieur, lorsqu'éclata le coup de foudre de Février; ses finances étaient dans un état de prospérité qui ne pouvaient que s'accroître; le commerce, l'industrie et les arts étaient l'objet de la constante sollicitude du gouvernement: enfin, forte au dedans, la France était respectée au dehors.

Qu'avez-vous fait de la France? qu'avez-vous fait de tous ces éléments de prospérité?

En 1867, vous chercheriez vainement en Europe un allié sincère qui voulût s'associer aux dangers de votre aventureuse politique : le sort lugubre de l'infortuné Maximilien a donné la juste mesure de votre respect pour les traités et des loyaux secours que l'on peut attendre de votre alliance. Sans doute, votre armée restera toujours la première armée du monde, mais elle a cessé d'être l'armée vraiment nationale, depuis que les braves soldats qui la composent sont devenus l'enjeu de votre trop personnelle et aveugle ambition. La France, soumise au doux régime de la loi dite de sûreté générale, courbe la tête en gémissant sous le joug; la presse, bâillonnée, ne peut plus faire entendre sa voix, et la pensée, chassée du terri-

toire de l'empire, s'est refugiée hors de ses frontières, en protestant : ce sont ces hardis penseurs dont vous avez fait les *Émigrés de 1867*. La dette publique s'est accrue dans de telles proportions, que tout fait craindre que sa liquidation aboutisse à une catastrophe. Enfin, après avoir tout entrepris, vous n'avez rien terminé, pour être plus exact, je dois dire que vous avez embrouillé les questions politiques de telle sorte que le réseau qui les enserre est devenu inextricable. Vous restez sans allié et vous ne devez voir que des ennemis partout. Voilà où vous a conduit la mise à exécution du programme des Idées Napoléoniennes; mais j'espère que la France pourra à temps se dégager de votre étreinte, reconquérir sa liberté avec son initiative parlementaire et se soustraire aux dangers que vous avez accumulé sur le pays. Deux questions surtout, dont la solution est prochaine, sont à l'ordre du jour. Je veux parler de la Prusse et de Rome. Je vous ai fait connaître ma pensée sur ces points principaux. Cette question, aussi bien que celle du Mexique, vous a placé en présence de la protestation d'un général dont vous désavouiez la mission à Rome, mais qui, dans sa rude loyauté militaire, a su prouver qu'il n'avait fait qu'exécuter les ordres que vous lui aviez donnés.

Vous avez conduit la France sur les bords de l'abîme, et, loin de chercher à lui épargner les malheurs d'une guerre vers laquelle vous l'entraînez fatalement, vous vous efforcez en vain de chercher de futiles prétextes pour colorer des faux semblants de l'honneur national la nouvelle agression que vous méditez. C'est que la guerre est nécessaire au maintien de votre pouvoir et que vous ne pouvez exister sans elle : il vous importe peu que des milliers de victimes s'entr'égorgent pour le plus grand profit de votre dynastie, mais prenez garde de faire déborder la coupe. L'Europe et la France réclament la sécurité et la paix, sources de l'abondance et de la prospérité; à ces légitimes aspirations vous ne répondez que par des menaces et de nouvelles compressions de l'opinion publique; prenez garde qu'à son tour la redoutable voix du peuple ne se fasse entendre, et que, remontant à son passé et le comparant à son état actuel, il ne s'écrie :

« Voilà ce qu'était la France; voilà ce que vous en avez fait. »

8 Octobre 1867.